Mouvement des Entreprises de France

Nouvelles de Bruxelles

Publié le 8 janvier 2020

Brexit, présidence croate, présidence française 2022, programme de travail de la Commission, gouvernement espagnol, Autriche, rencontre à Washington...

Le Brexit commence le 31 janvier 2020
Les députés britanniques ont adopté en faveur du projet d'accord de sortie de l'Union européenne. Après le 31 janvier, le Royaume-Uni ne sera plus membre de l'UE. Il n'aura plus de commissaire ni d'eurodéputés, et ne siégera plus au conseil des ministres. Il continuera toutefois d'appliquer les règles européennes jusqu'à fin 2020. Pendant cette période dite de transition, rien ne changera pour les entreprises. Les négociations pour conclure et ratifier un accord de libre-échange avant le 31 décembre 2020 vont débuter.

La Croatie prend la présidence du Conseil de l'Union européenne
Elle succède à la présidence finlandaise. La Croatie a jusqu'au 30 juin pour mettre en œuvre ses priorités : Green Deal, intelligence artificielle, résilience face aux tensions commerciales, Balkans, Brexit et budget européen. L'Allemagne prendra ensuite la présidence à partir du 1er juillet. En 2021, ce sera le tour du Portugal et de la Slovénie. La France leur succèdera au premier semestre 2022.

La France prépare sa présidence de 2022
Une communication sur la préparation de la présidence française sera présentée fin janvier au Conseil des ministres. Les principales thématiques à l'ordre du jour : immigration, enjeux sociaux liés au travail, budget de l'UE 2021-2027 et réforme de l'UE à 27. Le MEDEF accueillera en 2021 tous ses partenaires européens.

Programme de travail de la Commission en janvier : Green Deal, Europe sociale et règles budgétaires
Premier volet de son Green deal, la Commission proposera un Fonds pour une Transition juste, instrument essentiel pour ancrer l'Europe de l'Est dans cette transition écologique. Elle dévoilera également sa feuille de route pour l'Europe sociale, en proposant un SMIC européen. Elle lancera enfin une révision des règles budgétaires du Pacte de stabilité et de croissance, que certains dirigeants européens souhaitent assouplir.

Un gouvernement minoritaire PSOE-Podemos en Espagne
À une courte majorité (167 pour, 165 contre) et avec l'abstention de 13 indépendantistes catalans, Pedro Sanchez a reçu le soutien de la Chambre des Représentants et va pouvoir former un gouvernement minoritaire avec Podemos. Les deux formations ont promis un virage à gauche, avec une hausse de la fiscalité pour les grandes entreprises et l'abrogation de la réforme du travail votée en 2012.

En Autriche, une coalition Conservateurs-Verts inédite au pouvoir
Les conservateurs (OVP) et le chancelier Sebastian Kurz restent au pouvoir, mais ils gouverneront cette fois avec les écologistes. Il aura fallu quatre mois de négociations pour obtenir un accord de coalition entre les deux formations. Entre 2017 et 2018, l'OVP a dirigé l'Autriche avec les nationalistes du FPO.

Le MEDEF à la rencontre de ses homologues des pays du G7 à Washington
Après avoir présidé le B7 en juin 2019 à Aix-en-Provence, le MEDEF retrouve ses homologues des pays du G7 (Allemagne, Canada, Etats-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni) les 3 et 4 février à Washington. Le B7 rassemble les principales fédérations d'entreprises des pays du G7. Il formule des recommandations sur des thématiques touchant à l'activité des entreprises et au commerce international.